



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

22-30 April 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National

d’Lëtzebuenger **Land**

19.04.2013

Argent mal acquis des dirigeants africains

Un clone pour le neveu de Nguesso

Véronique Poujol

Il n’y a pas que l’argent « dormant » ou volatilisé de Pascal Lissouba dans les banques luxembourgeoises ou dans des sociétés-écrans qui intéresse les ONG traquant les fonds mal acquis des dirigeants africains ainsi que les « fonds vautours » rachetant à bon compte la dette des pays pauvres en lançant des actions judiciaires pour recouvrer l’argent dans les « paradis fiscaux ». Denis Sassou Nguesso, qui a succédé en 1997 à Lissouba à la tête du Congo-Brazzaville, détient lui aussi des avoirs au Luxembourg (d’Land du 29.03.2013), notamment à travers les sociétés Matsip et Edenor ayant servi à son clan à l’achat d’un manoir dans les Yvelines et de voitures de luxe. La propriété de ces biens n’est pas sans poser de problèmes, car Nguesso avait fait appel à une fiduciaire dont les dirigeants sont morts dans des circonstances assez mystérieuses en 2007 dans un appartement du Limpertsberg. Et officiellement, ce sont eux les propriétaires. Mais c’est surtout Jean-Dominique Okemba, neveu du vieux Nguesso et son conseiller spécial, qui intrigue : en 2001, il fait partie d’une délégation du Congo-B. pour tenter de mettre la main sur le « magot » que Lissouba a dissimulé à l’étranger. Les émissaires africains, parmi lesquels le ministre de la Justice, font la tournée des capitales européennes et s’arrêtent à Luxembourg, où ils demandent audience aux autorités pour les aider à débloquer des comptes de Lissouba. Le lettre confidentielle Africa Intelligence parle d’une « cagnotte secrète » de 144 millions de dollars sur un compte UBS Luxembourg. Intelligence Online, une autre publication du même groupe, évoque en novembre 2001 les montages financiers de la dette congolaise gagée contre du pétrole – et détenue par Elf – auprès de la banque d’origine italienne SEB (150 millions de dollars) et parle d’une autre cagnotte de 140 millions de dollars, mise de côté par l’ancien ministre des Finances de Lissouba, Mougounga Nguila. « Il devrait peut-être demander à Alfred Sirven... », écrit finement le journaliste.

Qui sait quoi, comment et sur quels sujets?

SREL et Bommeleeër

23 avril 2013 14:53; Act: 23.04.2013 17:00

LUXEMBOURG - La confusion règne autour des affaires des écoutes des services secrets et du procès Bommeleeër, avec la multiplication des déclarations contradictoires. Décryptage.



Les membres de la Commission d'enquête parlementaire se sont rendus au château de Senningen pour tenter de découvrir le contenu des archives secrètes du SREL. Une démarche annulée par la perquisition demandée par le juge du procès Bommeleeër.

Photo: Editpress/Martine may

Qui peut prétendre, au jour d'aujourd'hui, avoir une vision claire et précise du déroulé des attentats «Bommeleeër» survenus au Luxembourg dans le milieu des années 1980? Qui peut affirmer connaître les motivations réelles des écoutes réalisées par les services secrets luxembourgeois sur le Premier ministre Jean-Claude Juncker? Quel est le lien entre ces deux affaires? Si certains savent et se taisent, d'autres parlent pour ne rien dire? Un procès-fleuve et une Commission d'enquête qui passent de mode public à huis-clos, tentent d'éclairer les zones d'ombre pendant que les déclarations contradictoires fusent de toute part. Petit tour d'horizon.

Sur son profil Facebook, Alex Bodry (LSAP) se plaignait il y a peu encore du fait que l'ensemble du pays serait «manipulé». Une suspicion que le député, également président de la Commission parlementaire sur les écoutes du SREL, alimente en partie lui-même [en recon-](#)

[naissant](#) avoir eu connaissance de l'existence d'un deuxième fichier relatif aux archives des services secrets luxembourgeois. Un fichier conservé depuis plusieurs décennies au sein du château de Senningen. Souhaitant «éviter toute réaction prématurée», le député n'a convoqué une réunion extraordinaire de la Commission d'enquête que le lundi suivant la découverte officielle de ce fichier.

Juncker et Frieden informés dès 2006?

Résultat: quand les députés en charge du dossier ont voulu connaître le contenu de ces archives secrètes pour déterminer si des documents exploitables avaient été dissimulés, ils se sont heurtés à la présence du parquet en train de mettre les fiches sous scellé. En effet, le juge du procès Bommeleeër avait décidé, le matin même, de lancer une perquisition sur ces documents. Une démarche motivée par les mêmes raisons qui avaient poussé les députés de la Commission d'enquête SREL à se rendre au château, à savoir la recherche d'éléments nouveaux. En l'occurrence, des éléments inconnus relatifs aux agissements de la cellule Stay-Behind au Luxembourg qui permettraient de donner un nouveau tour au procès actuellement en cours. À noter toutefois que ni les membres de la Commission d'enquête parlementaire ni la justice ne connaissent encore la nature exacte des documents du château de Senningen, s'il s'agit de simples copies des archives existantes ou s'il s'agit d'une archive garnie de documents, jusqu'ici encore inconnus.

Contrairement à Alex Bodry, Jean-Claude Juncker (CSV) a [nié toute connaissance](#) d'un second fichier du SREL. Mieux, le Premier ministre a affirmé que l'ensemble du ministère d'État ignorait l'existence de tels documents. Un dédouanement que remettent pourtant en cause les affirmations d'un témoin cité pour le procès Bommeleeër qui affirme qu'en 2006, le Premier ministre et son ministre de la Justice de l'époque, Luc Frieden, [connaissaient les liens](#) qui existaient entre les activités de la cellule Stay-Behind au Luxembourg et les attentats perpétrés au début des années 1980 au Grand-Duché.

Membres de l'opposition en retrait

De son côté, Luc Frieden (CSV), actuel ministre des Finances, aurait tenté à plusieurs reprises, entre 2002 et 2007, d'influencer les autorités judiciaires pour enterrer l'affaire Bommeleeër, selon les révélations effectuées mardi par la radio *100,7*. Des tentatives qui auraient tendu les relations entre l'ancien ministre de la Justice et le procureur d'État, Robert Biver, jusqu'à l'inculpation des deux principaux suspects, Marc Scheer et Jos Wilmes. Selon nos confrères, ces inculpations auraient «irrité» Luc Frieden. Des affirmations que le ministre a rejetées en bloc, reconnaissant toutefois avoir consulté régulièrement le procureur sur cette affaire et estimant que toutes ces allégations n'avaient d'autres buts que de lui «nuire politiquement».

Pour de ce qui est de l'opposition, partie prenante dans l'enquête parlementaire sur le SREL, François Bausch (Déi Gréng) et Claude Meisch (DP) dénoncent les récentes révélations, évoquant pour l'un des mensonges qui ont duré «plusieurs années» et pour l'autre «une perte de confiance pour les responsables politique et administratif dans cette affaire». À noter toutefois que François Bausch, membre de la Commission parlementaire, est également président de la Commission de contrôle des activités du SREL.

(L'essentiel Online)

Economie Publié le 26.04.13 12:47

Secret bancaire: plus de la moitié des banques pourraient fermer après 2015

Plus de la moitié des banques luxembourgeoises actives dans la gestion privée pourraient disparaître avec l'entrée en vigueur en 2015 de l'échange automatique de données bancaires, a affirmé vendredi Me Alain Steichen, un des avocats fis-

calistes les plus réputés du Luxembourg.



Photo: Marc Wilwert

(AFP) - «Il faut s'attendre à ce que seules 60 à 70 banques subsistent dans les années qui viennent», a déclaré l'avocat luxembourgeois qui s'exprimait lors d'une conférence sur les conséquences du passage à l'échange automatique d'informations auquel le Luxembourg s'est engagé à partir de 2015.

La place financière compte actuellement 141 banques dont 120 sont actives dans la gestion privée.

«Je m'attends à un sérieux changement du paysage bancaire, car il y aura des retraits des clients», a estimé l'avocat, précisant que certaines banques de gestion privée «perdront, suite à ces retraits, la masse critique pour leur permettre de survivre».

300 milliards d'avoirs en gestion

L'Association des banques et banquiers Luxembourg (ABBL) évalue les avoirs en gestion privée à 300 milliards d'euros, dont plus de la moitié appartiennent à des ressortissants de l'UE, qui ne bénéficieront plus du secret bancaire vis-à-vis du fisc. Pour Me Steichen, la majorité des clients européens des banques du Luxembourg ont des avoirs entre 100.000 et 500.000 euros, pour l'essentiel non déclarés au fisc de leur pays.

«La grande partie de la clientèle des banques luxembourgeoises a de l'argent non déclaré», a-t-il souligné, ajoutant que ces clients n'avaient pas beaucoup d'autres choix que de fermer leurs comptes au Luxembourg et rapatrier leur argent dans leur pays d'origine.

Ce discours tranche avec celui du Premier ministre Jean-Claude Juncker qui avait affirmé que le Luxembourg ne vivait pas de l'argent de l'évasion fiscale et que les «lumières n'allaient pas s'éteindre en 2015» pour les banques de son pays, après la levée du secret bancaire.

Proposition du Luxembourg

30 avril 2013 10:50;

Le secret bancaire des entreprises aboli?

LUXEMBOURG - Luc Frieden a annoncé au «Financial Times» qu'il souhaitait également abolir le secret bancaire des multinationales implantées au Luxembourg.



Luc Frieden veut nettoyer l'image du pays comme un paradis fiscal européen. (photo: AFP)

C'est un choc pour la Place. Le ministre des Finances, Luc Frieden, a annoncé dans le *Financial Times* qu'il augmentera encore un peu plus l'ouverture du secret bancaire, en laissant la possibilité d'obtenir des renseignements sur les comptes des multinationales du pays, afin de mettre fin à l'image de paradis fiscal du Luxembourg.

[L'accord initial d'échange automatique d'informations](#), prévu pour 2015, ne concernait pour l'instant que les contribuables du pays. «Le Luxembourg est à l'aise avec l'idée de partager les informations sur les multinationales, comme pour les particuliers», a-t-il déclaré au journal, lundi soir.

Secret bientôt étendu chez les particuliers?

Le secret bancaire du Luxembourg semble donc bel et bien abandonné, d'autant plus que Luc Frieden souhaite collaborer bien au-delà des accords, en permettant le libre-échange des données sur les revenus, mais également sur tous les gains financiers, comme les plus-values et licences d'exploitations. Le Luxembourg a enregistré cette année 2,28 trilliards de dollars d'investissements directs étrangers, classant le pays dans le top mondial en la matière selon les chiffres de l'OCDE, alors que seulement 122 milliards ont été effectivement injectés dans l'économie. Surprenantes pour beaucoup, ces annonces mettent fin à une politique de défense à tout prix des intérêts financiers du pays, et de la politique de secret bancaire. Apple, Skype ou Amazon, basés à Luxembourg, pourraient accueillir la nouvelle d'un mauvais œil...

(JV/*L'essentiel Online*)

Regional/International



Secret bancaire: un nouveau pas du G20 sur une route semée d'embûches

2013-04-20 10:29:00



La patronne du FMI, Christine Lagarde, s'est déclaré jeudi, "à titre personnel", favorable à la fin du secret bancaire

Quatre ans après une première offensive, le nouveau coup porté au secret bancaire par les pays du G20 pourrait sonner le glas de l'évasion fiscale à condition de surmonter quantité d'obstacles politiques et techniques, selon des experts interrogés par l'AFP.

"C'est un changement de braquet très important, un saut qualitatif qui signe le retour du politique", se félicite Pascal Saint-Amans, en charge de la lutte contre les paradis fiscaux à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE).

Réunis vendredi à Washington, les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principaux pays développés et émergents, sont tombés d'accord sur une mesure aux apparences purement techniques mais aux conséquences inédites. Dans leur communiqué final, ils ont "exhorté" la communauté internationale à adopter "l'échange automatique

d'informations" bancaires et à en faire le nouveau "standard" international de la lutte contre l'évasion fiscale. En clair, les pays seraient automatiquement informés dès qu'un de leurs ressortissants dépose de l'argent à l'étranger, en rupture radicale avec le système actuel. Aujourd'hui, les demandes d'informations, quand elles sont prévues par un traité bilatéral, doivent être extrêmement détaillées et préciser par exemple le nom du déposant ou de la banque. "Le seul moyen de s'attaquer efficacement à l'évasion fiscale est d'avoir ce mécanisme mondial permettant d'éviter cette relation d'un pays à un autre, qui est un nivellement par le bas", juge Eric Lecompte, un des dirigeants du réseau associatif américain Jubilee USA, qui milite pour l'effacement de la dette. Réclamée depuis plusieurs années par les ONG, l'échange automatique est désormais dans l'air du temps. Lourdemment endettés, les pays riches lorgnent sur la manne de l'évasion fiscale des particuliers, évaluée par certaines ONG à 25.500 milliards de dollars.

"Résistance" de la Chine

Sous la pression des Etats-Unis, pionniers sur le sujet, un groupe de pays européens, dont la France et l'Allemagne, vient d'appeler à généraliser ce mécanisme et a réussi à convaincre la puissante place financière du Luxembourg. La patronne du FMI, Christine Lagarde, s'est déclaré jeudi, "à titre personnel", favorable à la fin du secret bancaire. "En 2009, on a fait une brèche dans le secret bancaire mais aujourd'hui, avec la force politique du G20, c'est le barrage qui est en train de céder", estime Pascal Saint-Amans. Le processus s'annonce toutefois ardu. Un échange automatique au niveau international requiert des trésors de logistique et un patient travail de définition des données dont l'OCDE a été chargé. Mais ce n'est pas le seul obstacle. "La lenteur c'est un peu le problème de ce que tout le G20 décide. Et il se pourrait que certains pays se mettent à traîner des pieds", prévient Eric Lecompte.

Pendant les négociations à Washington, la Chine a déjà fait de la "résistance" et ralenti les discussions, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier.

Selon d'autres associations, c'est la portée même de cette annonce qu'il faut relativiser. Privés des moyens logistiques adéquats, les pays pauvres n'ont pas les moyens de passer à l'échange automatique et pourraient rester sur le bord du chemin.

"C'est un pas important pas mais il doit être étendu aux pays en développement victimes d'une fuite des capitaux qu'ils ne sont pas en mesure de taxer", estime James Henry, de l'organisation Tax Justice Network. Alors que la mort du secret bancaire a déjà été maintes fois annoncée, M. Henry assure qu'il "reste encore beaucoup à faire" et s'en remet à une citation de Winston Churchill pour résumer son diagnostic: "Ce n'est pas la fin ni même le commencement de la fin mais cela pourrait être la fin du commencement".

Steueraffäre

23. April 2013 10:18; Akt: 23.04.2013 11:39

"Ich will reinen Tisch machen"

Uli Hoeneß hat jetzt zum ersten Mal im Zusammenhang mit seiner Steueraffäre öffentlich Fehler eingeräumt. Es geht um mehr als 10 Millionen Euro von Adidas.



"Ich habe erkannt, dass ich einen schweren Fehler gemacht habe, den ich versuche, mit der Selbstanzeige zumindest halbwegs wiedergutzumachen", sagte der Unternehmer und Präsident des deutschen Fußball-Rekordmeisters FC Bayern München der "Sport Bild" (Mittwoch). Hoeneß weiter: "Ich will reinen Tisch machen. Das Gesetz bietet ja diese Möglichkeit."

Eine Bank hat Werbevideos mit dem ins Visier der Steuerfahnder gerückten Hoeneß aus dem Internet entfernt. Die Filme mit Hoeneß waren bis Sonntag noch auf einer Internet-Seite der Bank zu sehen, wie das Magazin "W&V" berichtete. Auch in der Videoplattform "Youtube"

seien die Filme über das Wochenende entfernt worden. In den Filmen hatte Hoeneß als Finanzexperte seine Anlagestrategien erläutert.

10,2 Millionen Euro

Hoeneß hatte seine Selbstanzeige mit dem Ende 2012 endgültig gescheiterten Steuerabkommen mit der Schweiz begründet. Es sah vor, auf Alt-Kapital deutscher Bankkunden in der Schweiz anonym und einmalig eine Pauschalsteuer zwischen 21 und 41 Prozent zu erheben. Schwarzgeld wäre damit legalisiert worden. Kapitalerträge sollten von 2013 an so hoch besteuert werden wie in Deutschland.

Nach einem Bericht der "Süddeutschen Zeitung" vom Dienstag handelte es sich bei dem fraglichen Geld um insgesamt 20 Millionen Mark (gut 10,2 Millionen Euro), die Hoeneß im Jahr 2000 vom damaligen Chef des Sportartikelherstellers Adidas, Robert Louis-Dreyfus erhalten haben soll. Fünf Millionen Mark seien von Louis-Dreyfus direkt überwiesen worden, fünfzehn Millionen seien eine Bürgschaft für einen Kredit gewesen.

Die Zahlung ist dem Bericht zufolge auch deshalb brisant, weil Adidas sich nur ein Jahr später mit zehn Prozent am FC Bayern beteiligte. Laut "SZ" gibt es bisher aber keinen Hinweis auf einen Zusammenhang zwischen dem privaten Geschäft von Hoeneß und dem Deal.

(dpa/AFP/Tageblatt.lu)



THOMSON REUTERS
FOUNDATION

The latest casualties of corruption

Source: Transparency International - Defence and Security Programme - Wed, 24 Apr 2013 0



Author: [Leah Wawro, Transparency International - DSP](#)



In this January 2010 file photo, residents gather near the debris of their homes after a bomb attack which targeted three well-known hotels in downtown Baghdad REUTERS/Mohammed Ameen

Yesterday, the British ‘businessman’ James McCormick was [found guilty of fraud](#) for selling millions of pounds worth of utterly useless bomb detectors to governments around the world, including a major contract in Iraq. A [whistleblower alleges](#) that McCormick paid millions of pounds in bribes to at least 15 senior Iraqi officials. This resulted in over 6,000 fake bomb detectors sold to the country, hundreds of people killed because of them, and McCormick pocketing £55 million from the Iraqi government for the job. This is less than what the US – the single [largest country donor](#) in Iraq – has allocated for primary healthcare in the country for 2012 through its Economic Support Fund.

But this wasn't just a rogue greedy individual—the responsibility for stopping such activity is as international as the trade itself. Questions must also be asked about how a British man continued to sell these sham devices from the UK for so long. [According to the Guardian](#), it took a full year for the devices to be banned from export after whistle-blowers raised concerns to the UK Department of Business and the House of Commons Defence Select Committee. The Guardian also states that “consignments of the devices were once stopped at the UK border before being exported and officials queried whether export documents were required. The reason none were needed was they could find *no functioning electronics inside* [emphasis added].” In other words, the bomb detectors could have been replaced with coat hangers with no consequence.

These devices—which contain no functioning electronics—are believed to still be in use in Iraq. [The Independent](#) has identified a series of hotel bombings in January 2010 that killed 38 and injured 76 in which the bomb “detectors” were in use. Bombings in Iraq are sadly a continuing phenomenon, [50 people were killed](#) and hundreds injured in a wave of bombings prior to this month's elections. The need for security devices and detection that works is crystal clear. The devices were [also sold to police](#) in Belgium, to [protect hotels in Lebanon, for airport security in Pakistan, and in Georgia, Mexico, and Thailand](#).

The hundreds that are estimated to have died because of these useless devices are the most visible victims of this crime. But the impact of this type of systemic, high-level corruption extends beyond that immediate loss of life. A quick glance at the [UNDP website for Iraq](#) shows how bad services are for normal Iraqis: 75% identify poverty as the most pressing need; 20% of Iraqis cannot read or write; just 26% of the population has access to the public sewage network. Would those numbers, and lives, be different if that £55 million had been spent in a transparent way on education, infrastructure, and enterprise? How many lives could have been saved if the £55million the Iraqi government wasted were spent on effective bomb detection mechanisms?

A former employee of McCormick who blew the whistle about this scandal had qualms when he realised the ineffectiveness of the devices and took the case to the authorities. As early as 2010, the Inspector General of the Iraqi Interior Ministry, al-Turehi, submitted a report to the Ministry of Interior and the parliamentary integrity commission. Iraqi MP Haneen Kado raised questions about the case and the corruption surrounding it. McCormick was arrested following an investigation by the Chief Constable of Avon and Somerset after reports of the false devices surfaced in the media.

As heart-breaking and mind-boggling as this story is, it also highlights the importance of those working to fight corruption—whistle-blowers, members of anti-corruption institutions, and the news media. When individuals with allegations of corruption and fraud have the courage to bring cases to light, the response must be fast and effective. As the whistle-blower and McCormick's former employee [told the BBC](#): “Lives could have been saved.”

Reuters

Cyprus to limit president's immunity from prosecution

Reuters, 29/04 13:14 CET



NICOSIA (Reuters) – Cyprus plans to limit presidential immunity from prosecution and increase government transparency, its president said on Monday, a move to win over a public jaded by graft and economic mismanagement that saddled it with brutal bailout terms.

Cypriots have been left in shock by a series of events which tipped the euro zone's third smallest economy into a chaotic bailout last month, with bank savings raided and the island's second-largest bank forced to shut down.

In power for little over two months, President Nicos Anastasiades unveiled significant changes he said would boost public confidence and modernise the function of the state on the eastern Mediterranean island.

They included changes to the constitution to broaden the offences under which a president could be prosecuted, limiting an incumbent's term in office to two consecutive terms, lifting immunity on lawmakers and forcing those who hold important state or political positions to submit income statements.

"The public justifiably criticises politicians that they aren't honest with people and forget their promises as soon as they are elected. Today I want to contradict that rule," Anastasiades said in a public address.

Anastasiades has encouraged Supreme Court judges to give his own affairs special attention in an investigation now under way into almost a decade of financial profligacy and malfeasance that finally laid Cyprus low last month.

Public resentment of perceived high-level corruption and privilege rose further when bank transactions were leaked showing that a firm owned by relatives of Anastasiades was among hundreds that shifted millions out of one bank before the island's financial system was locked down on March 16.

Anastasiades has not commented on that case but his in-laws denied any wrongdoing in what they called normal business transactions.

A report by anti-graft watchdog Transparency International last week said 91 percent of Cypriot respondents believed graft was a big problem in the country. Some 79 percent believed it would get worse because of the financial crisis.

Anastasiades's centre-right government, which won elections in February, commissioned a judicial inquiry to look into causes of the crisis, which was triggered in part by massive holdings of Greek sovereign debt by Cypriot banks.

Anastasiades said any recommendations by judicial commissions would be binding.

At present, Cyprus's constitution offers presidents immunity from prosecution. That protection is only removed for high treason or moral turpitude.

Attempts to strip the immunity of former president Demetris Christofias were blocked by the Supreme Court last year.

Families of 13 victims of a massive munitions explosion which destroyed Cyprus's largest power station in mid-2012 sought to have Christofias's immunity lifted, holding him morally responsible for the disaster.

A state-appointed board of inquiry had reached the same conclusions on Christofias's role.

(Reporting by Michele Kambas; Editing by Mark Heinrich)

Revealed: 'Sweetheart' tax deals each worth over £1bn

Exclusive: Four corporations that reached settlements worth £4.5bn between them are among those let off lightly

[The Guardian](#), Monday 29 April 2013 22.00 BST



A document sent by Dave Hartnett, the ex-head of tax at HMRC, to the exchequer secretary at the Treasury, describes the tax deals. Photograph: Sarah Lee/Guardian

The scale of the government's "sweetheart" tax deals – individual secret agreements drawn up between tax officials and corporations to settle disputes – can be revealed for the first time after previously unseen documents showed that just four settlements were worth £4.5bn between them.

A leaked document sent by Dave Hartnett, the former head of tax at HM Revenue and Customs ([HMRC](#)), to David Gauke, the exchequer secretary at the Treasury, discloses the figure, which has not been released by HMRC before on the grounds of preserving "taxpayer confidentiality".

The document describes deals in excess of £1bn as "not uncommon". The size of the figure has been seized upon by MPs and tax campaigners who want HMRC to release details of how much tax was owed by each of the four unnamed companies before the deals were struck.

Margaret Hodge, the chair of the Commons public accounts committee, said: "If we got £4.5bn in, how much did we not get? That is what taxpayers will want to know, and I'll be raising this with HMRC through the committee.

"Whilst it is in the interest of the government to collect monies, these are huge sums. If there were deals involved, we need to know that the companies paid a fair amount on the profits they made from their businesses in the UK."

The revelation comes as separate documents disclosed in the Guardian show that tax officials used intrusive investigative powers designed to help them catch serious criminals to try to prove that the whistleblower who uncovered one of the first sweetheart deals, involving Goldman Sachs, had spoken to the Guardian.

The belongings, emails, internet search records and telephone calls of HMRC solicitor Osita Mba and the mobile phone records of his wife, Claudia, were examined by HMRC investigators using powers to investigate criminals, the previously undisclosed documents reveal. In 2011 Mba disclosed the existence of the Goldman Sachs deal by passing information to two parliamentary committees and the National Audit Office (NAO) under whistleblowing legislation.

The disclosures about the multibillion-pound scale of the government's deals come from a seven-page memo sent by Hartnett in December 2011 as he asked for public support from Gauke in the face of growing criticism in the media and parliament.

He wrote: "In 2006, HMRC adopted a new approach to reaching tax settlements with large business through building constructive relationships and encouraging mutual openness and transparency, increasing certainty for business and reducing the time taken to resolve issues.

"Settlements of above £1bn are now not uncommon and £4.5bn ... has come from just four settlements with bespoke governance."

A 2011 NAO inquiry into the four settlements found that they were made outside the high risk corporates programme set up in 2006 to ensure proper governance of deals with corporations.

Hartnett claimed in his submission to Gauke that the programme had allowed the government to bring in an extra £9bn in revenue in total – a figure previously disclosed to parliament. MPs on two select committees have claimed that the deals are secretive and allow corporations to develop a cosy relationship with tax officials.

The £4.5bn figure is believed to include a previously reported Vodafone deal which ended when the telecoms giant paid £1.25bn.

[A committee of MPs was told that the Vodafone tax bill should have been £6bn or more. That figure is disputed by Vodafone.](#)

The £4.5bn does not include, however, the relatively small Goldman Sachs agreement when the bank was let off paying up to £20m.

The revelations will be of interest to solicitors for the anti-tax avoidance organisation UK Uncut who on Thursday are taking HMRC to the high court, claiming that the deal which let off Goldman Sachs from paying up to £20m in interest charges was unlawful.

Anna Walker, a spokesperson for UK Uncut Legal Action, which campaigns on tax issues, said: "It is not legally, politically or morally acceptable to let big business off paying the tax

that they owe. David Cameron and George Osborne's government's claims that they are leading the world in clamping down on tax ring hollow as these backroom 'sweetheart' deals come to light and no real action is taken."

The high court will hear UK Uncut's claims that Goldman tried to funnel employees' bonuses through an offshore tax scheme based in the British Virgin Islands, avoiding paying national insurance contributions.

HMRC admits it made a mistake in reaching a deal with Goldman, resulting in underpayment of interest on the tax due. But it argues that it acted lawfully in doing so. The hearing is expected to last for one day.

The case was granted permission to go to a full hearing in June 2012, one day before the NAO concluded a judge-led investigation into tax settlements which found that the Goldman Sachs deal was reasonable.

However, [the Guardian disclosed last month that the head of the NAO](#), Amyas Morse, appeared to undermine the process before it had even started by telling Hartnett that the inquiry would find "nothing of substance".

It is believed that HMRC's defence rests on the findings of the NAO report that the deal was "reasonable".

A spokesman for HMRC said that it could not comment on individual agreements, but "bespoke deals" had been found to be good value.

"The National Audit Office looked into the 'bespoke governance' settlements, finding they represented good value for the country and were properly carried out. However, since then we have significantly improved the transparency of the governance around our large business settlements," he said.